

Sans les étrangers, des firmes gèleront leurs projets

En cas de restriction de la possibilité d'engager de la main-d'œuvre européenne suite au vote de l'initiative UDC, un tiers des entreprises lémaniques renonceraient à investir

L'essentiel

- **Emploi** Les entreprises genevoises et vaudoises craignent de ne plus pouvoir recruter librement leur main-d'œuvre après le vote contre l'immigration de masse.
- **Développement** Un tiers des sociétés pourraient renoncer à des projets d'investissement.
- **Femmes** Plus de huit sociétés sur dix pourraient pousser leur personnel féminin à travailler davantage.

Roland Rossier

Les entreprises helvétiques n'ont pas digéré le vote du 9 février sur l'immigration massive. Elles craignent d'être entravées dans leur politique de recrutement. Environ un tiers des 1400 sociétés interrogées par les chambres de commerce lémaniques (919 vaudoises et 489 genevoises) pensent qu'elles auront des difficultés à engager des personnes de l'Union européenne (voir infographie).

Pire: un tiers, également, des quelque 1000 entreprises sondées cette fois sur les mesures qu'elles pourraient prendre entendent «renoncer à des projets de développement» en cas de restriction dans l'octroi de permis de travail. Deux firmes sur dix se préparent à confier le travail à l'étranger et 10% des entreprises sondées songent même à «délocaliser à l'étranger». Certes, en chiffres absolus, il ne s'agit pas encore d'hémorragie programmée: 55 sociétés vaudoises et 42 genevoises pourraient mettre la clé sous le paillason.

Mais le signal serait très fort, avec des risques d'effet d'entraînement. D'autant plus que ces firmes tentées d'aller voir si l'herbe est plus verte ailleurs appartiennent davantage au secteur secondaire: 12% des compagnies vaudoises interrogées par la CVCI (Chambre vaudoise du commerce et de l'industrie) qui pourraient se déployer à l'étranger sont des firmes industrielles. Ce pourcentage est encore plus élevé pour Genève: 17%, selon la CCI (Chambre de commerce, d'industrie et des services de Genève).

Ces questionnaires sont strictement anonymes, mais des sources proches de l'industrie évoquent la branche concernée: l'horlogerie ou ses fournisseurs. «Ce serait assez effrayant, réagit Aldo Ferrari, membre du comité directeur du syndicat Unia. L'effet collatéral d'une délocalisation industrielle est énorme pour d'autres secteurs, comme ceux de l'artisanat et de la construction.»

Faut-il paniquer? Directeur adjoint à la CVCI, Guy-Philippe Bolay tempère un peu le débat: «Notons tout de même que la première démarche imaginée par ces entreprises serait d'augmenter la formation du personnel établi en Suisse.» Si Jacques Jeannerat, directeur général de la CCI, est d'accord de soutenir toute initiative liée à la formation, il souligne aussi que «dans certaines branches, on va se retrouver dans une situation de carence. Les personnes qualifiées doivent être trouvées ailleurs qu'en Suisse.»

Ce qui douche aussi les entreprises, c'est le sentiment qu'elles n'auront



L'horlogerie est l'un des secteurs économiques du canton de Genève qui a constamment besoin d'une main-d'œuvre étrangère qualifiée. JEAN-PAUL GUINNARD

Séduire femmes et seniors

Anticipant leurs difficultés à engager des étrangers, les entreprises suisses songent à se tourner vers les femmes. Près de la moitié des 370 sociétés ou fédérations interrogées par UBS confirment «qu'elles pourraient souffrir des éventuelles conséquences de l'initiative «Contre l'immigration de masse». Ce sont les compagnies industrielles qui souffriraient le plus. Pour faire face à cet assèchement du marché du travail, 86% des entreprises interrogées engageraient davantage de femmes, et en particulier celles qui travaillent actuellement à temps

partiel, en les poussant à augmenter leur temps de travail. Par ailleurs, toujours selon l'enquête publiée hier par la banque, un gros tiers des sociétés sondées affichent leur intention de garder plus longtemps leurs employés les plus âgés. Ces intentions font sourire Aldo Ferrari, membre du comité directeur du syndicat Unia: «Cela démontre évidemment le pragmatisme dont font preuve les responsables des entreprises. Encore faut-il que le personnel dont ils ont besoin corresponde à ces intentions.» Le syndicaliste en doute. R.R.

«aucune garantie d'obtenir un permis de travail». «C'est le point clé, résume Jacques Jeannerat. Et là, on ne touche pas seulement les branches les plus florissantes de l'économie. Il s'agit des boulangers, des bouchers, du secteur de la restauration.» Des branches de l'économie domestique, moins bien défendues que d'autres, qui emploient massivement des Français bien formés.

De manière plus générale, Jacques Jeannerat déplore «le climat d'instabilité» qui émerge, entre les conséquences du vote du 9 février, les forfaits fiscaux, Ecopop ou les incertitudes liées à la fiscalité des entreprises et des multinationales. «Ces incertitudes collent mal avec la mentalité helvétique, habituée à la stabilité.»

Guy-Philippe Bolay abonde dans son

«Cela démontre évidemment le pragmatisme dont font preuve les responsables des entreprises. Encore faut-il que le personnel dont ils ont besoin corresponde à ces intentions.»

«Cela démontre évidemment le pragmatisme dont font preuve les responsables des entreprises. Encore faut-il que le personnel dont ils ont besoin corresponde à ces intentions.»

«Cela démontre évidemment le pragmatisme dont font preuve les responsables des entreprises. Encore faut-il que le personnel dont ils ont besoin corresponde à ces intentions.»

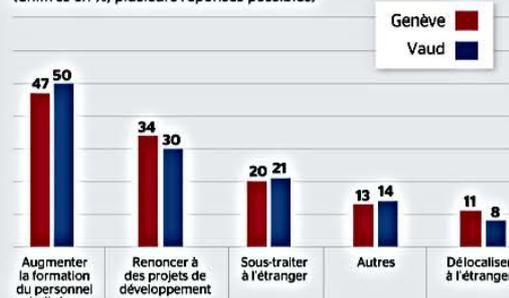
«Cela démontre évidemment le pragmatisme dont font preuve les responsables des entreprises. Encore faut-il que le personnel dont ils ont besoin corresponde à ces intentions.»

Lire l'éditorial en page une: «Le poison du 9 février se révèle»

Suite à la votation du 9 février sur l'immigration de masse, les entreprises affichent leurs inquiétudes

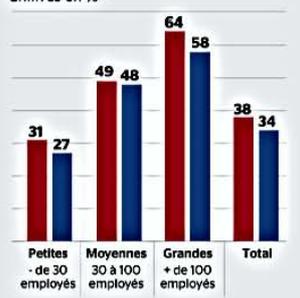
En cas de restriction de la possibilité d'engager de la main-d'œuvre étrangère, quelles mesures pourriez-vous envisager?

(Chiffres en %, plusieurs réponses possibles)



Pourcentage d'entreprises qui auraient plus de peine à recruter dans l'UE

(Chiffres en %)



Pourcentage d'entreprises décidées malgré tout à investir

(Chiffres en %)

